

**Assemblée générale**

Soixante-dixième session

Documents officiels

Distr. générale
23 octobre 2015
Français
Original : anglais

Sixième Commission**Compte rendu analytique de la 4^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 14 octobre 2015, à 10 heures

Président : M. Charles (Trinité-et-Tobago)
puis : M. Holovka (Vice-Président) (Serbie)
puis : M. Charles (Président) (Trinité-et-Tobago)

Sommaire

Point 108 de l'ordre du jour : Mesures visant à éliminer le terrorisme international
(*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

15-17810X (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 heures.

Point 108 de l'ordre du jour : Mesures visant à éliminer le terrorisme international (suite) (A/70/211)

1. **M. Aldahhak** (République arabe syrienne) dit que l'Organisation des Nations Unies est la principale instance de coordination de l'action antiterroriste internationale. Depuis l'inscription du sujet à l'ordre du jour de l'Assemblée générale en 1972, des dizaines de déclarations ont été faites et 29 résolutions adoptées. La Commission devrait donc se demander si ses efforts l'ont rapproché de la réalisation de son objectif, à savoir éliminer le terrorisme. Pour la cinquième année consécutive, le terrorisme a poursuivi son assaut contre l'État, le peuple et l'armée de la République arabe syrienne, prenant pour cible les infrastructures et les ressources économiques, scientifiques et culturelles du pays avec une sauvagerie et une intention criminelles sans précédent. Après des années de déni, la prétendue communauté internationale s'est finalement rendu compte de la gravité de la situation. Plusieurs autres États Membres ont fait l'objet d'attaques barbares, ce qui atteste que les terroristes et ceux qui les aident se sont montrés plus habiles que l'Organisation des Nations Unies.

2. Les instruments et résolutions des Nations Unies, y compris la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, ont manifestement été ignorés dans de nombreux cas, soit par suffisance ou en raison du manque de moyens, de l'absence de volonté politique ou du fait que certains États sont directement ou indirectement impliqués dans l'appui et l'incitation au terrorisme ou dans sa glorification. Le monde sait parfaitement que certains États Membres fournissent des fonds, des armes et des mercenaires étrangers et soutiennent leur idéologie takfiriste extrémiste. D'autres États, dont certains sont membres du Conseil de sécurité, ont adopté une approche politisée et sélective, préférant ne pas voir les violations flagrantes commises par les États qui financent le terrorisme. Invoquant des prétextes qui ne sont que trop familiers, certains États ont laissé leur territoire devenir un refuge pour les groupes extrémistes, qui peuvent en toute liberté inciter à la violence et au terrorisme, propager leurs discours de haine et semer la discorde entre les religions.

3. L'Organisation des Nations Unies devrait appliquer pleinement et de manière décisive ses

résolutions, en particulier les résolutions 2170 (2014), 2178 (2014) et 2199 (2015) du Conseil de sécurité, en évitant toute politisation ou manipulation et en s'abstenant de faire deux poids deux mesures. Elle devrait appeler les États qui parrainent le terrorisme à rendre des comptes et promouvoir le règlement pacifique des différends. Elle devrait agir réellement, de manière résolue et sur plusieurs niveaux, pour combattre les organisations terroristes telles que l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), le Front el-Nosra, l'Armée des émigrants et des partisans et d'autres entités et groupes associés à Al-Qaïda qui sont actifs en territoire syrien, sans parler d'autres groupes tels que Boko Haram, le Mouvement du Turkestan oriental, l'Emarat Kavkaz, Ansar el-Charia, Jund al-Khilafah, l'Armée du califat et les Chabab.

4. L'action antiterroriste doit être conforme au droit international et être pleinement coordonnée avec les États concernés. Certains États ont invoqué l'Article 51 de la Charte des Nations Unies pour justifier une intervention militaire en Syrie, sous prétexte de combattre l'EIIL. Ce faisant, ils n'ont pas consulté le Gouvernement syrien. En agissant ainsi, ils dénaturent les dispositions de la Charte et manipulent le droit international. En outre, l'action de la prétendue coalition s'est révélée inefficace. À l'opposé, la Fédération de Russie est intervenue à la demande du Gouvernement syrien. Son action antiterroriste est pleinement compatible avec la Charte et le droit international et mérite d'être appuyée par les autres États Membres.

5. L'Organisation des Nations Unies devrait agir pour combattre la rhétorique de haine et l'idéologie destructive des groupes terroristes, qui n'ont de rapport avec aucune religion ou civilisation humaine. Il est essentiel de prévenir toute forme de répression fondée sur la religion, la nationalité, l'appartenance à un groupe ethnique ou le sexe. L'Organisation devrait aussi coordonner les efforts pour faire cesser l'afflux de combattants terroristes étrangers, en particulier en sécurisant les frontières et en empêchant les terroristes d'utiliser les médias, Internet et les réseaux sociaux pour recruter et lever des fonds.

6. Les populations du Golan syrien occupé et des autres territoires arabes occupés continuent de souffrir du terrorisme d'État pratiqué par les autorités israéliennes d'occupation. Le terrorisme israélien a ses origines lointaines dans les groupes terroristes des années 1920 et 1930, comme la Haganah, l'Irgun ou le

Groupe Stern. Les gouvernements successifs ont favorisé de telles organisations. Les autorités d'occupation actuelles appuient des groupes terroristes associés à Al-Qaïda qui sont actifs dans la zone de désengagement, où ils ont à maintes reprises enlevé des membres de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement.

7. La délégation syrienne espère que les négociations sur le projet de convention générale sur le terrorisme international qui, malgré la souplesse dont ont fait montre certaines délégations, n'a toujours pas été adopté, pourront être menées à bien, et elle sait gré au Comité spécial des efforts qu'il fait à cet égard.

8. Enfin, l'Organisation des Nations Unies devrait s'employer à faire participer les jeunes, les femmes, la société civile, les universitaires, les dirigeants religieux et les journalistes à la lutte contre le terrorisme. Les rapports et résolutions des Nations Unies sur le terrorisme ne manquent pas, mais il faut maintenant se montrer réellement déterminé à amener les terroristes et ceux qui les soutiennent à rendre des comptes.

9. **M. Tessema** (Éthiopie) dit qu'il est urgent d'intensifier l'action menée pour lutter contre le terrorisme dans le cadre de mesures antiterroristes concertées. Si l'Éthiopie est confrontée au problème du terrorisme depuis le début des années 1990, la menace s'est considérablement accrue depuis lors, comme le montrent les actes de terrorisme perpétrés par les Chabab, Al-Qaïda, l'EIL et d'autres organisations terroristes.

10. La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies devrait servir de cadre au renforcement de l'action antiterroriste aux niveaux national, régional et international. Si c'est aux États Membres qu'incombe au premier chef la responsabilité d'appliquer la Stratégie, les organisations internationales, régionales et sous-régionales doivent continuer de jouer un rôle clé dans la promotion de la coopération antiterroriste. La riposte concertée de la communauté internationale doit aussi se déployer sur le long terme et sur plusieurs fronts et s'attaquer aux facteurs propices à la propagation du terrorisme, notamment par le dialogue et des mesures visant à lutter contre l'attrait qu'exerce le terrorisme.

11. Le Gouvernement éthiopien a pris des mesures dans le cadre de la Stratégie mondiale, notamment des mesures législatives de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, et a adopté

une proclamation antiterroriste punissant les terroristes condamnés de peines sévères. Il a aussi créé un centre de renseignement financier pour coordonner les diverses institutions participant à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et a mis en place un cadre juridique aux fins des enquêtes conjointes aux niveaux interinstitutions et international, y compris avec les pays voisins et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL).

12. L'Éthiopie est partie à de nombreux accords antiterroristes régionaux et internationaux et a pris des mesures juridiques et administratives pour donner effet à ces accords ainsi qu'aux résolutions antiterroristes adoptées par le Conseil de sécurité. Elle coopère avec les organes de l'Organisation des Nations Unies afin de donner effet à la liste d'individus et d'entités faisant l'objet de sanctions du Conseil de sécurité. Le représentant de l'Éthiopie réaffirme que son Gouvernement est résolu à coopérer avec l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et les organisations régionales telles que l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement.

13. Il est préoccupant qu'il n'y ait toujours pas de coopération internationale efficace contre la menace du terrorisme et que la pratique consistant à faire deux poids deux mesures prévaille toujours. Ceux qui soutiennent les groupes terroristes, même indirectement, doivent être amenés à rendre des comptes. Seule une action collective sera efficace.

14. **M. Townley** (États-Unis d'Amérique) dit que tous les actes de terrorisme, quels qu'en soient les auteurs, sont des crimes inhumains et injustifiables, quelle qu'en soit la motivation. La délégation des États-Unis réitère sa condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et sa détermination à participer à la lutte commune pour l'éliminer. Une action internationale unifiée est nécessaire pour prévenir ces actes barbares et, à cet égard, l'Organisation des Nations Unies a un rôle critique à jouer s'agissant de mobiliser la communauté internationale, de renforcer les capacités et de faciliter la fourniture de l'assistance technique dont les États Membres ont besoin pour appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale.

15. Les résolutions adoptées récemment par le Conseil de sécurité, notamment la résolution

2178 (2014) concernant la menace que constituent les combattants terroristes étrangers, sont de bons exemples du rôle utile que peut jouer l'Organisation des Nations Unies face aux nouvelles menaces terroristes. La délégation des États-Unis appuie les mesures prises par diverses entités des Nations Unies pour renforcer l'application mondiale de la résolution 2178 (2014), y compris le travail accompli par le Comité contre le terrorisme pour recenser les pratiques optimales de lutte contre le phénomène des combattants terroristes étrangers, l'analyse des menaces qu'effectue l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution 1526 (2004) du Conseil de sécurité et le programme de renforcement des capacités que l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme est en train de mettre en œuvre. Cette approche à plusieurs niveaux sera critiquée pour renforcer la volonté politique et les capacités des États Membres face aux problèmes spécifiques que posent les combattants terroristes étrangers, et en premier lieu s'agissant de prévenir la radicalisation et le recrutement de ces combattants et de faciliter la réhabilitation et la réinsertion de ceux qui rentrent dans leur pays.

16. La délégation des États-Unis se félicite aussi des mesures que de nombreux États ont prises pour donner effet à la résolution 2178 (2014), notamment en adoptant une législation interdisant la participation ou le soutien à des activités terroristes, des lois relatives à la participation à des conflits à l'étranger et des lois concernant directement les déplacements des combattants terroristes étrangers. Tous les États Membres peuvent apprendre les uns des autres à cet égard et la délégation des États-Unis souhaiterait que les échanges se poursuivent sur le sujet.

17. En particulier, la résolution susmentionnée aborde un domaine nouveau, celui de l'engagement de poursuites contre ceux qui tentent de se rendre dans un autre État pour y participer à des actes terroristes. Il peut être difficile de prouver une telle intention, car de nombreux individus font valoir que l'objectif de leur déplacement est de fournir une aide humanitaire dans les pays de destination; des échanges de vues additionnels sur les pratiques optimales s'agissant de constituer des dossiers susceptibles d'être portés devant la justice sans entraver indûment les voyages effectués à des fins humanitaires légitimes peuvent donc être utiles. En ce qui concerne l'organisation des voyages et autres activités tendant à faciliter ceux-ci, y

compris les actes de recrutement, aux États-Unis un certain nombre d'accusés ont récemment plaidé coupable, avouant qu'ils avaient conspiré pour apporter un appui matériel à des organisations terroristes sur la base de leurs projets de voyage à l'étranger et, dans certains cas, leurs tentatives de recruter d'autres personnes pour les emmener avec eux. La délégation des États-Unis exhorte les États à examiner comment appliquer les lois de manière optimale contre ceux qui tentent de se rendre à l'étranger pour devenir des combattants terroristes étrangers et ce le plus tôt possible, avant qu'ils embarquent ou tentent de toute autre manière de se rendre dans leur pays de destination, ainsi que contre ceux qui facilitent de tels voyages.

18. La délégation des États-Unis appuie l'action du Forum antiterroriste mondial et d'autres organismes multilatéraux, de la société civile et des organisations intergouvernementales qui visent à mettre au point des outils pratiques pour donner effet au cadre antiterroriste des Nations Unies. Elle appelle à la poursuite de la coopération entre les entités des Nations Unies et avec des partenaires extérieurs, y compris le Forum antiterroriste mondial et les initiatives et programmes connexes, qui concourent à l'application concrète de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies par des activités de formation, de renforcement des capacités, et de mobilisation de fonds pour des projets communautaires de lutte contre l'extrémisme violent.

19. La délégation des États-Unis engage tous les États Membres à élaborer des stratégies nationales de lutte contre l'extrémisme violent et attend avec intérêt que le Secrétaire général présente le programme d'action de l'Organisation des Nations Unies pour la prévention de ce phénomène, car il permettra au système des Nations Unies de définir et de mettre en œuvre une stratégie mondiale complète de lutte contre l'extrémisme violent sur la base de la Stratégie mondiale. Elle se félicite vivement des efforts faits par l'Organisation pour faciliter la promotion et la protection des droits de l'homme et de l'état de droit car celle-ci constitue un élément essentiel de la lutte contre le terrorisme, et elle est consciente du rôle que peuvent jouer les victimes dans la lutte contre l'extrémisme violent. Elle souligne également qu'il faut améliorer les contrôles aux frontières et utiliser des mesures financières pour combattre le terrorisme.

20. Le Gouvernement des États-Unis continue de verser des contributions volontaires au Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, au Service de la prévention du terrorisme de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et à l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice pour des activités de recherche, d'assistance et de formation. Il exhorte d'autres États Membres à se joindre à lui pour renforcer encore la capacité du Centre de fournir une assistance dans les domaines concernés par la Stratégie mondiale et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, y compris en ce qui concerne la lutte contre l'extrémisme violent.

21. Si la communauté internationale a fait des progrès significatifs dans la mise en place d'un régime juridique antiterroriste solide, il reste beaucoup à faire. Les 18 instruments antiterroristes internationaux existants ne seront efficaces que s'ils sont largement ratifiés et appliqués. Le Gouvernement des États-Unis a fait d'importants progrès dans les efforts qu'il déploie pour ratifier ces instruments. Ayant obtenu la législation nécessaire pour appliquer la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, l'Amendement de 2005 se rapportant à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et les protocoles de 2005 se rapportant à la Convention pour la répression des actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, il a déposé ses instruments de ratification ou d'accession, selon le cas, pour chacun de ces traités.

22. Le représentant des États-Unis exhorte les États qui ne sont pas encore parties à ces instruments de poursuivre leurs efforts en vue de les ratifier. Si les négociations sur les propositions actuelles concernant le projet de convention générale sur le terrorisme international demeurent dans l'impasse, la délégation des États-Unis est prête à œuvrer avec d'autres États au développement et au renforcement du cadre antiterroriste international et écoutera avec attention les déclarations que feront les autres délégations lors de la poursuite par la Commission de l'examen de ces questions difficiles.

23. **M. Li Yongsheng** (Chine) dit que le lien entre le terrorisme et les conflits régionaux est de plus en plus manifeste. De plus, le nombre accru de combattants terroristes étrangers rentrant dans leurs pays d'origine, la multiplication des attentats terroristes perpétrés par des « lous solitaires » terroristes, et l'utilisation

accrue d'Internet à des fins terroristes constituent une menace majeure pour la sécurité et la stabilité internationales et régionales. Étant donné la gravité extrême de la situation, la communauté internationale doit coopérer étroitement pour combattre efficacement le terrorisme. L'Organisation des Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, devrait jouer un rôle moteur dans l'action antiterroriste internationale, laquelle devrait être guidée par les buts et principes de la Charte des Nations Unies. Il ne faut pas faire deux poids deux mesures, ni lier le terrorisme à une origine ethnique ou religion particulière.

24. Si des mesures sont nécessaires à plusieurs niveaux face aux symptômes autant qu'aux causes profondes du terrorisme, des mesures plus ciblées sont également nécessaires. Premièrement, il faut s'employer à éliminer les facteurs propices au terrorisme, notamment la pauvreté, le chômage et le sous-développement, de même que les conflits religieux régionaux. La communauté internationale devrait aider les pays touchés à éliminer la pauvreté, à promouvoir le développement et à améliorer le niveau de vie de la population, tout en favorisant un dialogue sur un pied d'égalité entre les différentes civilisations, religions et races, et en s'efforçant de régler les conflits régionaux comme il convient. Deuxièmement, la coopération antiterroriste aux niveaux multilatéral et bilatéral devrait être encore renforcée de manière pragmatique.

25. Il conviendrait de tirer parti des atouts dont dispose l'Organisation des Nations Unies et les institutions internationales concernées pour mettre en place une base de données antiterroriste et promouvoir la mise en commun du renseignement entre les États Membres. Les États devraient aussi renforcer leur coopération concrète dans le domaine de l'échange de renseignements, de la coopération policière, de la vérification des antécédents et de la réglementation financière. Troisièmement, la communauté internationale devrait continuer de surveiller de près les déplacements des combattants terroristes étrangers, qui risquent de propager le terrorisme et constituent une menace grave pour la sécurité et la stabilité des pays d'origine, de transit et de destination. La coordination internationale devrait être renforcée et les pays concernés devraient améliorer les contrôles aux frontières et leur coopération policière, de manière à empêcher les

terroristes de se déplacer. Quatrièmement, la communauté internationale devrait prendre des mesures efficaces pour lutter contre les tentatives que font les groupes terroristes extrémistes pour utiliser l'Internet à des fins de propagande, de recrutement, d'incitation, de planification et de financement. Tous les pays devraient appliquer les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur le sujet, renforcer leur cyber réglementation et œuvrer conjointement pour empêcher les idéologies terroristes et extrémistes de se propager.

26. En juillet 2015, un attentat terroriste contre l'Ambassade de Chine en Somalie a tué une personne et en a blessé trois autres. De plus, le Mouvement islamique du Turkestan oriental, qui constitue une menace permanente pour la Chine, s'est développé ces dernières années et a tenté d'établir des liens avec des forces terroristes internationales pour inciter des extrémistes violents de Chine à se rendre à l'étranger pour se former. Certains de ces terroristes sont par la suite rentrés secrètement en Chine ou se sont rendus dans d'autres pays ou régions, où ils constituent une menace à la sécurité. Face à cette situation, le Gouvernement chinois a mené des opérations spéciales pour contenir les activités terroristes violentes, a amélioré la législation antiterroriste nationale et est en train d'accélérer l'élaboration d'une loi antiterroriste tout en apportant les modifications voulues à son droit pénal. Il mène aussi des activités de déradicalisation et s'emploie à empêcher l'utilisation d'Internet pour propager l'extrémisme religieux.

27. Le Gouvernement chinois attache beaucoup d'importance à la coopération antiterroriste internationale. Il s'est efforcé d'améliorer les échanges institutionnalisés d'information avec les autres États et les organisations internationales aux fins d'enquêtes antiterroristes et dans les domaines du renseignement et de la formation du personnel. Au niveau multilatéral, il a activement participé à la coopération antiterroriste dans des cadres comme l'Organisation de coopération de Shanghai, INTERPOL et le Forum antiterroriste mondial, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, et il a mené au niveau bilatéral des consultations antiterroristes avec les États-Unis, la Fédération de Russie, la République de Corée, la Turquie et l'Indonésie. En septembre 2015, il a organisé un séminaire conjoint avec les États-Unis sur les engins explosifs improvisés.

28. **M^{me} Kanchaveli** (Géorgie) dit que son Gouvernement condamne toutes les manifestations de violence extrémiste et souligne en particulier l'importance des efforts concertés faits par la communauté internationale pour lutter efficacement contre le terrorisme dans le monde entier. La Géorgie est partie à 14 conventions antiterroristes internationales et autres instruments sur le sujet, et son Gouvernement a pris des mesures vigoureuses pour améliorer l'application des résolutions 1373 (2001), 1624 (2005) et 2178 (2014) du Conseil de sécurité, ce qui l'a amené à adopter bon nombre d'amendements au Code pénal géorgien. Des dispositions distinctes répriment le cyberterrorisme et le financement du terrorisme.

Le Gouvernement géorgien a renforcé ses capacités de lutte contre le terrorisme en établissant un mécanisme interinstitutionnel solide et un groupe de travail antiterroriste. Il a conclu des accords bilatéraux, notamment sur la coopération antiterroriste, avec 25 pays, et il a utilisé, pour échanger des renseignements en la matière, les voies de communication sécurisées existant dans le cadre d'organisations régionales comme l'Organisation pour la démocratie et le développement économique réunissant la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la République de Moldova (GUAM), ainsi que les attachés policiers.

29. Le Gouvernement géorgien appuie pleinement l'action coopérative dirigée par les États-Unis pour lutter contre l'EIL et il est prêt à participer à la fourniture de secours humanitaires pour alléger les souffrances des personnes touchées en Iraq et en Syrie. Il coopère activement avec ses partenaires pour identifier les combattants terroristes étrangers et prévenir leurs activités illicites. Il est déjà membre de trois groupes de travail établis par la Coalition mondiale de lutte contre l'EIL pour combattre le financement de cette organisation, sa propagande et le flux de combattants terroristes étrangers, respectivement. Il faut espérer que les activités de ces groupes de travail amélioreront encore la coordination et les échanges de vues entre les membres de la Coalition. Le Gouvernement géorgien a aussi renforcé les mesures de sécurité aux frontières pour lutter contre le recrutement de Géorgiens comme combattants terroristes étrangers pour lesquels il est désormais plus difficile de passer les postes frontières.

30. Le plus gros problème auquel le Gouvernement géorgien est confronté est le danger constitué par l'occupation de 20 % du territoire géorgien. Les territoires géorgiens occupés par la Russie, comme d'autres zones grises du monde où les mécanismes internationaux de contrôle sont inexistantes ou très faibles, risquent fort d'être utilisés par divers types d'activités illicites, y compris en relation avec le terrorisme. Le fait que ces dernières années plusieurs tentatives aient été faites pour transporter clandestinement des matières nucléaires et radioactives en empruntant le territoire géorgien occupé accroît le sentiment de danger. Ces difficultés devraient préoccuper non seulement certains pays, mais aussi la communauté internationale dans son ensemble.

31. La Géorgie est un des plus gros fournisseurs de contingents à la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) en Afghanistan qui n'appartiennent pas à l'Organisation du Traité de l'atlantique Nord (OTAN) et elle continue d'être un pays de transit pour l'approvisionnement de l'ISAF. Compte tenu des énormes sacrifices faits en Afghanistan, elle n'a pas l'intention de retirer ses troupes tant que l'opération de l'ISAF n'est pas terminée. Le Gouvernement géorgien est prêt à coopérer constructivement avec d'autres États Membres pour renforcer la sécurité et la stabilité dans un monde en évolution rapide et continuera à donner la priorité à l'action qu'il mène pour combattre le terrorisme international.

32. **M. Aminou** (Niger) dit que le Niger a été victime de plus de 15 attentats terroristes entre 2006 et 2014. De plus, depuis 2014, Boko Haram a mené des attaques répétées dans la région de Diffa dans l'est du Niger, ainsi que dans les pays voisins du bassin du Lac Tchad; ces activités terroristes entravent le développement de ces régions. La perméabilité des frontières, en particulier dans le nord du Niger, associée aux difficultés naturelles de terrain et à la modicité des moyens et équipements des services de contrôle aux frontières, ont également facilité le développement du crime organisé, notamment des trafics de drogues et d'armes, du trafic de migrants et du blanchiment de capitaux, qui menacent gravement la paix et la sécurité dans la région.

33. Le Gouvernement nigérien condamne sans équivoque le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quels qu'en soient les auteurs et les motivations. Toutes les mesures doivent être prises pour combattre l'extrémisme violent

dans le respect du droit international, des droits de l'homme et du droit humanitaire. Le Gouvernement nigérien appuie la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et a pris d'importantes mesures dans le cadre de celle-ci pour combattre le terrorisme, l'insécurité et les divers trafics à titre prioritaire. Le Niger est non seulement devenu partie à presque tous les instruments juridiques antiterroristes internationaux et régionaux mais il a aussi adopté plusieurs lois spécifiques pour combattre le terrorisme et son financement, le blanchiment de capitaux, la traite des êtres humains et le trafic de migrants. En outre, il a mis en place un dispositif institutionnel de lutte contre le terrorisme, qui comprend notamment une stratégie nationale pour le développement et la sécurité des zones sahélo-sahariennes, le Conseil national de sécurité, le Comité national de lutte contre le terrorisme, le Comité national de coordination des actions de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, et la Commission nationale chargée de la lutte contre la traite des personnes, tout en renforçant les capacités des Forces de défense et de sécurité, notamment dans le cadre de programmes de formation aux techniques de prévention et de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.

34. Le Gouvernement nigérien a participé à la consolidation de la sécurité dans la sous-région en fournissant des contingents à des opérations de maintien de la paix au Mali et en Côte d'Ivoire, ainsi qu'à la Force multinationale conjointe chargée de lutter contre Boko Haram, en signant des accords de coopération militaire avec plusieurs pays, dont l'Algérie et le Nigéria, et en organisant des réunions d'officiers supérieurs. Le Groupe de cinq pays du Sahel (G5-Sahel), qui réunit le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad et est chargé de la coordination et du suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité, a été créé le 16 février 2013. De plus, les sixièmes manœuvres Flintlock, des manœuvres multinationales annuelles réunissant des forces africaines, européennes et nord-américaines, ont eu lieu au Niger avec la participation de 10 pays occidentaux et 9 pays africains.

35. En ce qui concerne la criminalité transnationale organisée, la délégation nigérienne se félicite de l'adoption par l'Organisation des Nations Unies d'une stratégie intégrée pour le Sahel, en application de la

résolution 2056 (2012) du Conseil de sécurité et elle rend hommage à l'ONUDC pour sa contribution à la mise en œuvre de cette stratégie et son Programme régional pour l'Afrique de l'Ouest (2010-2014). Il faut espérer que l'assistance accordée aux pays du Sahel dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie intégrée sera renforcée.

36. La délégation nigérienne souscrit à la recommandation de l'Assemblée générale selon laquelle un groupe de travail devrait être créé pour achever l'élaboration du projet de convention générale sur le terrorisme international et examiner la question de la convocation d'une conférence de haut niveau sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

37. **M. AlMowaziri** (Koweït) dit que son pays condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Le terrorisme ne doit être associé à aucune religion, nationalité ou civilisation, ni à aucun groupe ethnique. Les gouvernements doivent coopérer à l'action antiterroriste internationale et s'efforcer de prendre des mesures pour promouvoir l'état de droit et le respect des droits de l'homme, s'attaquer aux causes profondes du terrorisme comme la pauvreté, soutenir la bonne gouvernance, le développement durable et la coexistence entre les religions, assurer le respect des symboles religieux et des lieux saints et prévenir l'incitation à la haine, à l'extrémisme et à la violence.

38. Le Koweït est partie à la plupart des instruments antiterroristes internationaux ainsi qu'à divers accords bilatéraux. Il attache beaucoup d'importance à la finalisation du projet de convention générale sur le terrorisme international. Le texte qui sera finalement adopté doit comprendre une définition claire du terrorisme, y compris du terrorisme d'État, et doit le distinguer du droit des peuples à résister à l'agression et de lutter pour leur autodétermination.

39. Les 27 et 28 mai 2015, le Koweït a accueilli la 24^e session du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de coopération islamique, dont le thème était « Vision commune de la promotion de la tolérance et de la dénonciation du terrorisme ». La politique étrangère du Gouvernement koweïtien est dans la ligne de ce thème, et vise à favoriser l'action internationale de lutte contre le terrorisme et le phénomène des combattants terroristes étrangers. À cet égard, le Gouvernement koweïtien condamne les attentats et activités terroristes perpétrés en violation

du droit humanitaire par le prétendu État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) en Syrie et en Iraq. Le 26 juin 2015, un attentat suicide a frappé une mosquée au Koweït, tuant 27 fidèles qui assistaient aux prières du vendredi durant le saint mois du Ramadan. Les actes méprisables de ce type n'affaibliront pas l'unité du Koweït ni sa détermination à combattre les terroristes et ceux qui les soutiennent.

40. Le Koweït appuie le règlement pacifique des différends sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et s'efforce de promouvoir le respect des droits de l'homme, le droit des peuples à l'autodétermination et le droit à la souveraineté.

41. **M^{me} Naeem** (Maldives) dit que son pays condamne tous les actes, méthodes et pratiques du terrorisme, quelles qu'en soient les formes et les manifestations, les auteurs ou les lieux où les actes sont commis. Le terrorisme, qui ne se limite pas à une région, origine ethnique ou religion, détruit les valeurs qui sont chères à la société maldivienne, à savoir la tolérance, la compassion, la raison et la paix. Comme le terrorisme ne connaît pas de frontières, il appelle une stratégie mondiale. Le Gouvernement des Maldives est prêt à travailler avec ses partenaires régionaux et internationaux à l'élaboration d'un programme unifié en vue de contenir et de vaincre le terrorisme. Il estime en particulier qu'il faut redoubler d'efforts pour assurer l'application et la mise en œuvre des instruments internationaux. Il se félicite du travail accompli par le Groupe de travail sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international s'agissant d'élaborer un projet de convention générale et appuie les efforts qu'il déploie pour y parvenir le plus tôt possible. Il faut espérer que davantage de progrès seront faits à cet égard durant la session en cours de l'Assemblée générale. Le Gouvernement des Maldives se félicite également d'initiatives telles que les résolutions 2170 (2014) et 2178 (2014) du Conseil de sécurité, qui soulignent la volonté de la communauté internationale de s'attaquer de manière concertée au problème des combattants terroristes étrangers.

42. Comme l'Islam domine le tissu social, les valeurs sociétales et la culture des Maldives, le Gouvernement maldivien peut affirmer en toute confiance que le prétendu État islamique d'Iraq et du Levant et les groupes comparables ne sont pas seulement non islamiques mais sont en fait antimusulmans. Il ne s'agit pas de groupes religieux mais d'organisations terroristes. Le terrorisme menace gravement la sécurité

nationale des Maldives et risque de porter atteinte à son économie, très dépendante du tourisme étranger. Les idéologies extrémistes prêchées par ces groupes terroristes risquent aussi de causer un dommage irréparable à son tissu social unifié. Le Gouvernement des Maldives poursuit activement une stratégie visant à sensibiliser la population aux principes et valeurs fondamentaux de l'Islam, y compris la modération, la tolérance et la paix. Il s'attaque également aux pratiques associées au radicalisme, y compris le mariage des mineurs, le mariage forcé, la non-vaccination des nouveau-nés et la non-inscription des filles à l'école. De plus, pour ne pas que les jeunes Maldiviens se radicalisent, il s'efforce de répondre aux besoins de la vaste population de jeunes du pays par l'éducation et l'autonomisation.

43. Plusieurs stratégies nationales, notamment des réformes législatives visant à faire face aux problèmes croissants que pose le terrorisme, ont été mises en œuvre. Une fois adopté, le projet de loi pour la prévention du terrorisme et la lutte contre le terrorisme actuellement devant le Parlement constituera un dispositif juridique solide permettant de prendre des mesures plus vigoureuses contre les Maldiviens qui se rendent à l'étranger dans l'intention de rejoindre des organisations terroristes étrangères, ainsi que ceux qui fournissent un appui matériel à de telles entités. La loi sur la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme récemment adoptée et les amendements à la loi sur l'unité religieuse font aussi partie de ce dispositif. En outre, dans le cadre de sa stratégie antiterroriste, le Gouvernement des Maldives est en train de renforcer les moyens et les ressources dont disposent les organes nationaux de maintien de l'ordre, la société civile et la magistrature. Divers programmes sont en cours en collaboration avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, le Global Center on Cooperative Security et l'ONUDC; par exemple, les Maldives ont récemment accueilli un atelier national sur la lutte contre la radicalisation et la menace que constituent les combattants terroristes étrangers, en collaboration avec l'ONUDC.

44. **M^{me} Aldosari** (Bahreïn) dit que son pays combat le terrorisme sur le territoire national et à l'étranger depuis longtemps et avec succès. Il est partie à de nombreux instruments et initiatives dans ce domaine et a contribué à la coalition internationale contre l'EIL. Il est aussi membre fondateur de l'Initiative de coopération d'Istanbul, qui œuvre à l'application

effective de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, des résolutions internationales pertinentes et des recommandations du Groupe d'action financière (GAFI). Bahreïn a contribué à l'adoption de la stratégie de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme du Conseil de coopération du Golfe (2002), de la Déclaration de Mascate sur le terrorisme (2002) et de la Convention sur la lutte contre le terrorisme (2004) du Conseil de coopération du Golfe. Le Gouvernement de Bahreïn a adopté toute une série de lois dans ce domaine et créé un comité antiterroriste national en 2001. Le 9 novembre 2014, il a accueilli la réunion de Manama sur la lutte contre le financement du terrorisme. En novembre 2015, il accueillera une conférence sur la prévention de l'utilisation d'engins explosifs improvisés. Bahreïn continuera de condamner le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quelles qu'en soient les motivations.

45. **M^{me} Lodhi** (Pakistan) dit que son Gouvernement rejette et condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Aucune interprétation religieuse ou idéologique ne saurait justifier des crimes aussi atroces; de fait, absolument rien ne saurait les justifier. Le crime de terrorisme doit être combattu de manière globale et effective. Bien que la communauté internationale ait pris diverses mesures antiterroristes depuis plus d'une décennie, le terrorisme n'en est pas moins devenu plus brutal et meurtrier, et il continue d'exploiter les délicates lignes de fracture politiques, ethniques et sectaires tout en menaçant l'harmonie entre les religions et leurs fidèles. Le Gouvernement pakistanais appuie pleinement la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Bien que des progrès aient été faits, il reste beaucoup à faire, s'agissant en particulier de s'attaquer aux causes profondes du terrorisme et d'éliminer les facteurs qui le favorisent.

46. Afin de relancer l'action, la Stratégie mondiale devrait s'attaquer plus directement à la diffamation injuste de certaines religions ou communautés dans le contexte de la lutte contre le terrorisme. La description injuste et partielle de l'Islam et des croyances islamiques est inacceptable. Les actes d'incitation à la haine et les discours haineux contre les Musulmans, qui favorisent les malentendus entre le monde musulman et l'Occident, doivent être combattus par des mesures politiques, normatives et juridiques ainsi que par le dialogue et la diplomatie. La communauté internationale doit aussi s'attaquer aux causes

profondes du terrorisme, notamment les conflits qui perdurent, le recours illicite à la force, l'agression, l'occupation étrangère, le déni du droit à l'autodétermination, les injustices politiques et économiques, la marginalisation politique et l'exclusion sociale. Le cinquième examen de la Stratégie mondiale sera une fois encore l'occasion d'élaborer des mesures antiterroristes efficaces.

47. Tous les pays doivent faire plus pour combattre la menace du terrorisme, qui a des dimensions tant régionales que mondiales. Le cadre de coopération dont a besoin la lutte contre le terrorisme ne doit pas devenir un instrument servant à rejeter la responsabilité sur autrui. Le terrorisme lui ayant coûté des dizaines de milliers de vies innocentes, le Pakistan a adopté une stratégie antiterroriste à plusieurs niveaux qui comprend un programme national d'action complet et une opération militaire de maintien de l'ordre à laquelle participent 180 000 membres des forces de sécurité et qui a déjà réussi à neutraliser de nombreux terroristes. Des progrès considérables ont aussi été faits dans la lutte contre l'extrémisme violent dans le cadre du programme national d'action annoncé en décembre 2014, qui comprend des mesures policières et de sécurité, des mesures politiques et des mesures juridiques, ainsi qu'un volet économique et social.

48. De plus, le Gouvernement pakistanais s'est attaché à réfuter l'idéologie extrémiste, à promouvoir le développement économique dans les régions à risque par la création d'emplois et la formation des jeunes et l'octroi de prêts aux jeunes entrepreneurs. Des activités importantes ont été entreprises pour améliorer la législation; en particulier, la loi visant à lutter contre le financement du terrorisme a été rendue pleinement conforme aux normes mondiales. Le Gouvernement pakistanais est en train de renforcer les moyens dont disposent les procureurs, la police et les magistrats dans les affaires de terrorisme afin que les mesures antiterroristes reposent sur l'état de droit et soient compatibles avec les obligations internationales du pays; à cet égard, celui-ci a bénéficié de la collaboration de plusieurs organismes des Nations Unies, y compris l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme.

49. Au niveau international, le Gouvernement pakistanais continue d'appuyer les efforts visant à promouvoir l'harmonie interconfessionnelle. Le

terrorisme ne doit être associé à aucune religion, croyance, race, origine ethnique ou culture. Les mesures antiterroristes doivent respecter le droit international. À cet égard, le Pakistan demande qu'il soit mis fin aux frappes de drones dans ses régions frontalières car celles-ci violent sa souveraineté et son intégrité territoriale. Enfin, les dispositions du projet de convention générale sur le terrorisme international doivent être compatibles avec le droit international humanitaire et le texte de ce projet doit distinguer clairement entre les actes de terrorisme et les luttes légitimes que mènent les peuples sous occupation étrangère pour leur autodétermination.

50. **M. Doucouré** (Mali) dit que, en tant que pays ayant été la cible de terroristes et de narco-djihadistes, le Mali condamne avec la dernière énergie toute forme de terrorisme et d'extrémisme violent, qui sont parmi les plus graves phénomènes qui menacent la paix et la sécurité internationales. Des mesures vigoureuses et coordonnées doivent donc être prises pour s'attaquer aux situations favorisant la propagation du terrorisme, conformément à l'annexe de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. L'extrémisme religieux et le terrorisme sont des concepts étrangers à la société malienne, connue pour son ouverture, sa tolérance et sa pratique pacifique et modérée de l'Islam. Le terrorisme est un fléau qui n'est lié à aucune religion, race ou couleur, et que rien ne pourra jamais justifier.

51. Le Gouvernement malien a toujours pris des mesures pour prévenir le terrorisme et le combattre, y compris en se dotant d'un arsenal juridique solide comprenant notamment une législation réprimant le terrorisme et la criminalité transnationale organisée ainsi que le financement du terrorisme, mais qui contribue également au programme de développement et de réduction de la pauvreté du pays. Il a aussi participé à des initiatives antiterroristes régionales et internationales et s'est efforcé de promouvoir le dialogue et la compréhension mutuelle en discréditant l'idéologie de la haine, de l'intolérance et du rejet de la différence, ce afin de dissuader les jeunes de rejoindre des groupes terroristes. À cet égard, le Mali coopère avec le Gouvernement du Maroc pour que de jeunes imams maliens reçoivent au Maroc une formation sur la manière de promouvoir les valeurs de paix, de tolérance et d'acceptation de l'autre, qui sont les valeurs de l'Islam.

52. En ce qui concerne les combattants terroristes étrangers, le Gouvernement malien réaffirme son

adhésion à la résolution 2178 (2014) du Conseil de sécurité et appuie totalement l'action que mène la coalition internationale pour combattre l'EIIL et ses acolytes en Afrique et ailleurs. Le représentant du Mali demande à la communauté internationale de promouvoir la coopération régionale, internationale et multilatérale en matière de lutte contre le terrorisme, en mettant l'accent sur la prévention et la répression.

53. **M. Nasimfar** (République islamique d'Iran) dit que la lutte contre le terrorisme est une priorité pour son pays, qui a été longtemps victime du terrorisme. Il a accueilli en 2014 une conférence internationale sur les problèmes pluridimensionnels que connaissent les victimes du terrorisme. Le terrorisme d'État continue de mettre la paix, la sécurité et les droits de l'homme en péril. On peut citer parmi les actes de terrorisme d'État les assassinats de scientifiques de haut niveau perpétrés en République islamique d'Iran, notamment de spécialistes du nucléaire, qui ont entravé le développement scientifique et technologique. Le terrorisme d'État prend également la forme de cyberattaques contre l'infrastructure industrielle de la République islamique d'Iran et d'attaques contre des populations civiles ayant trouvé refuge dans des abris reconnus comme tels dans le cadre de la poursuite de politiques répressives. La pratique consistant à faire deux poids deux mesures et la sélectivité dans l'action antiterroriste internationale continuent de poser problème.

54. Le terrorisme ne doit pas être assimilé à la lutte légitime que mènent des peuples sous domination coloniale ou étrangère et sous occupation étrangère pour leur autodétermination et leur libération nationale. Toute tentative dans ce sens ne pourrait viser qu'à perpétuer l'occupation d'un territoire et l'oppression de son peuple. Il faut tenir compte de ce point lorsque l'on définit le terrorisme, notamment dans un instrument juridique international.

55. La délégation iranienne se félicite de l'adoption de la résolution 68/127 de l'Assemblée générale, intitulée « Un monde contre la violence et l'extrémisme violent ». L'escalade récente de l'extrémisme violent au Moyen-Orient a rendu cette résolution plus pertinente que jamais, puisqu'elle vise la mise en œuvre d'un programme global de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme et à promouvoir un dialogue empreint de respect mutuel.

56. Les mesures antiterroristes doivent être pleinement conformes à la Charte des Nations Unies et au droit international, en particulier les droits de l'homme et le droit humanitaire. Dans la lutte contre le terrorisme, l'emploi de la force par des forces étrangères sans le consentement exprès de l'État concerné constituerait une violation flagrante du principe de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, et menacerait l'état de droit au niveau international.

57. La délégation iranienne rejette avec force l'établissement unilatéral de listes accusant d'autres États de soutenir le terrorisme et les conséquences pouvant en découler, car cette pratique est incompatible avec le droit international et est simplement un instrument politique utilisé pour promouvoir d'autres agendas et les objectifs politiques des gouvernements qui établissent ces listes. Les mesures unilatérales de ce type ne font que compromettre l'action conjointe que tous les États doivent mener contre le terrorisme.

58. De plus, de véritables critères factuels et une certaine intégrité de la part des États sont nécessaires s'agissant d'inscrire des groupes et organisations terroristes sur des listes ou de les radier de telles listes. Une organisation terroriste notoire responsable d'innombrables attentats terroristes contre des civils iraniens depuis près de 40 ans a été ces dernières années radiée de la liste noire des organisations terroristes de certains États. Bien que l'inscription sur une liste n'empêche pas les terroristes de commettre des actes de terrorisme, leur radiation pour des raisons politiques non seulement compromet la coopération antiterroriste internationale mais porte également un coup aux milliers de victimes de la terreur et à leurs familles en Iran, qui continuent d'essayer de faire traduire les auteurs de ces crimes en justice. Dans le cadre de la coopération internationale, il faut mettre fin à l'impunité dont jouissent ces terroristes soit en engageant des poursuites contre eux soit en les extradant.

59. Parlant dans l'exercice du droit de réponse, le représentant de la République islamique d'Iran dit que les accusations portées par le représentant du régime israélien sont fallacieuses et sans fondement aucun, et qu'il est déplorable de devoir répondre à de telles allégations insensées faites par le représentant d'un régime qui pratique le terrorisme depuis sa création même. Ce régime a été mis en place par l'intimidation, la terreur et l'occupation. Il n'est pas douteux que le

maintien de l'occupation de la Palestine et les atrocités commises contre son peuple depuis de si nombreuses décennies ont alimenté l'extrémisme, et sont à l'origine d'autres crises au Moyen-Orient et au-delà.

60. Nul n'est surpris que le représentant d'un régime belliciste extrémiste essaie de se servir de la Commission pour détourner sur autrui les reproches qui peuvent lui être faits. Chacun sait que le régime israélien est le praticien le plus invétéré du « terrorisme d'État » responsable de nombreux actes terroristes. Il est encore trop tôt pour que les peuples du monde oublient les atrocités commises à Gaza durant l'été 2014, notamment les crimes de guerre et des crimes contre l'humanité documentés par l'Organisation des Nations Unies elle-même. Les actes de violence perpétrés contre la population des territoires occupés qui font actuellement les gros titres des journaux sont également révélateurs.

61. Le régime israélien ne peut pas et ne doit pas être autorisé à porter des accusations pour détourner l'attention de ses politiques inhumaines et terroristes. Son réseau de terrorisme d'État a mené des opérations qui ont fait des victimes dans le monde entier. Pour ne donner qu'un exemple : des scientifiques iraniens innocents qui travaillaient au développement de la patrie qu'ils chérissaient ont été brutalement assassinés devant leurs familles par des agents du régime israélien ces dernières années. Ces agents continuent de menacer de tuer d'autres innocents. La lutte contre le terrorisme et la prise en considération des causes profondes du terrorisme et de l'extrémisme ne peuvent être envisagées sans tenir compte des activités terroristes de ce régime.

62. **M. Rao** (Inde) dit que le terrorisme est devenu une force déstabilisatrice majeure et une menace contre l'ordre mondial et qu'il faut faire preuve à son égard d'une tolérance zéro. Aucune cause ni aucun grief ne saurait le justifier. L'Assemblée générale a également un rôle important à jouer dans la lutte contre le terrorisme international, et les travaux du Comité spécial créé par l'Assemblée générale pour élaborer des instruments antiterroristes internationaux plus efficaces sont importants à cet égard.

63. La délégation indienne se félicite des progrès accomplis par le Comité spécial, qui ont permis l'adoption de trois traités internationaux. Toutefois, les efforts que fait le Comité spécial pour élaborer un projet de convention générale sur le terrorisme

international, sur une proposition initiale présentée par la délégation indienne en 1996, ne sont toujours pas couronnés de succès, en partie en raison de désaccord sur les définitions. Il convient néanmoins de noter qu'il n'y a pas de distinction entre le terrorisme acceptable et le terrorisme inacceptable, ni entre le bon et le mauvais terrorisme, et que le terrorisme ne doit être associé à aucune religion quelle qu'elle soit. La délégation indienne appuie le texte présenté par la Coordinatrice du Comité spécial en 2007 et elle espère que tous les États envisageront de prendre des mesures pour finaliser le texte du projet à la session en cours dans le cadre du groupe de travail de la Sixième Commission.

64. Le Gouvernement indien appuie également tous les efforts déployés par ailleurs, en particulier sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, pour renforcer la coopération antiterroriste internationale, régionale et sous-régionale, y compris par le partage du renseignement. Ayant pris part à toutes les initiatives antiterroristes mondiales majeures, y compris celles du Groupe d'action financière (GAFI), l'Inde demeure profondément préoccupée par le financement du terrorisme; elle condamne vigoureusement l'aide financière directe ou indirecte apportée aux groupes terroristes ou à certains membres de ces groupes par des États ou leurs organes, y compris en défense dans des affaires pénales concernant des actes terroristes. La lutte contre le terrorisme doit être sans relâche et menée sur tous les fronts sans sélectivité. L'utilisation du terrorisme comme instrument d'une politique d'État ne doit pas non plus être tolérée.

65. **M. Nonomura** (Japon) dit que sa délégation se joint aux autres pour condamner le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Face à ce problème, une coopération internationale et des mesures antiterroristes globales sont nécessaires. Le Gouvernement japonais a donc pris diverses mesures, et a notamment renforcé ses instruments antiterroristes, accru son action diplomatique pour promouvoir la stabilité et la prospérité au Moyen-Orient et contribué à l'instauration de sociétés résilientes face à la radicalisation.

66. Le Gouvernement japonais a exécuté des projets de renforcement des capacités avec des organismes des Nations Unies en vue de renforcer la sécurité des frontières en Afrique du Nord, dans le Sahel et au Moyen-Orient, et il a coopéré bilatéralement avec la Tunisie et le Maroc pour installer des caméras de

surveillance dans les aéroports de ces pays. Il s'efforce également d'améliorer le dialogue antiterroriste avec l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) et de lutter contre l'extrémisme violent.

67. **M. Ivezaj** (Monténégro) dit que son Gouvernement condamne vigoureusement le terrorisme, qui appelle une riposte mondiale intégrée. Il est pleinement résolu à contribuer à la lutte antiterroriste internationale, y compris en coopérant avec les organismes compétents des Nations Unies. Le Monténégro participe activement aux efforts multilatéraux et bilatéraux de prévention et de répression du terrorisme, appuie vigoureusement l'action visant à mettre en œuvre la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et est conscient du rôle important qui est celui de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et du Comité contre le terrorisme dans la lutte contre ce phénomène.

68. Les libertés fondamentales, les droits de l'homme et l'état de droit sont des piliers institutionnels essentiels; l'action antiterroriste doit donc être menée dans le respect intégral du droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit des réfugiés. Bien que le Monténégro n'ait jamais été victime d'un attentat terroriste, son gouvernement est conscient que le terrorisme et le crime organisé menacent gravement la paix et la sécurité internationales, et il améliore en permanence son système de prévention des activités terroristes.

69. Le Monténégro est partie aux principaux instruments antiterroristes internationaux et attache beaucoup d'importance à la coopération internationale visant à éliminer les causes profondes du terrorisme. Il continuera de prendre des mesures techniques, scientifiques et pédagogiques pour combattre le terrorisme et assurer la sécurité, le bien-être et la prospérité de ses citoyens, tout en s'efforçant d'améliorer l'environnement économique.

70. **M. Saikal** (Afghanistan) dit que l'Afghanistan condamne vigoureusement le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et demeure à l'avant-garde de la campagne antiterroriste internationale. L'extrémisme violent et les conflits, qui touchent les civils de manière disproportionnée, en particulier les femmes et les enfants, non seulement menacent la sécurité collective de tous les États Membres mais portent également gravement atteinte aux valeurs fondamentales que sont l'égalité, la

tolérance, la justice et la dignité humaine. Ces menaces, incarnées par des groupes qui déforment des préceptes religieux et les invoquent abusivement pour réaliser leurs objectifs, ne connaissent pas les frontières internationales et ne se limitent pas à telle ou telle idéologie. L'augmentation du nombre des acteurs non étatiques prônant l'extrémisme indique que de plus en plus des organisations terroristes remplacent les groupes traditionnels en recourant à des formes d'activités plus sophistiquées, qui comprennent des structures politiques, des administrations, une propagande dans les médias sociaux et de nouvelles formes de coordination fondée sur la technologie, outre l'accès à des ressources financières et le recrutement.

71. En dépit des efforts que fait la communauté internationale, la multiplication des conflits dans le monde entier, en particulier au Moyen-Orient, en Afghanistan et dans certaines régions d'Afrique, et l'endoctrinement et la radicalisation croissantes de jeunes hommes et femmes impressionnables, attestés par le grand nombre de combattants terroristes étrangers qui continuent d'arriver dans les zones de conflit dans divers pays, font qu'il est impératif de trouver des solutions politiques aux conflits et de permettre à tous les citoyens de vivre dans la paix et la stabilité. Tous les États Membres doivent coopérer étroitement face à ce problème; à cet égard, il importe d'appliquer plus pleinement la résolution 2178 (2014) du Conseil de sécurité.

72. Le militantisme et l'extrémisme ne serviront jamais les intérêts à long terme d'un pays quel qu'il soit. Il est regrettable que les terroristes qui combattent en Afghanistan continuent de recevoir un appui et des directives et puissent trouver refuge à l'extérieur du pays. Le recours à des acteurs non étatiques violents et des terroristes pour mener des guerres par procuration doit prendre fin. Les États rivaux ne doivent pas faire d'un pays tiers un champ de bataille pour promouvoir leurs intérêts.

73. Bien que les États soient sans aucun doute habilités à promouvoir leurs intérêts nationaux et régionaux, ils n'ont absolument pas le droit de les faire prévaloir par la violence et l'extrémisme. Au cours des 20 dernières années, l'Afghanistan a été victime d'une violence orchestrée par des États de la région qui a amené l'insécurité et des souffrances à son peuple. Si la pratique consistant à recourir à la violence pour réaliser des objectifs politiques ne change pas, il sera très difficile de réaliser la paix en Afghanistan. Les

forces de sécurité afghanes sont toutefois à l'avant-garde de la guerre internationale contre le terrorisme, ayant défendu l'Afghanistan, sa région et le monde en général contre divers terroristes et groupes terroristes internationaux comme les Taliban et le réseau Haqqani, l'EIIL et le Mouvement islamique d'Ouzbékistan.

74. Malgré les succès remportés par ses forces de sécurité, l'Afghanistan continuera de coopérer avec ses voisins, en particulier le Pakistan, pour renforcer la coopération aux frontières, la coordination interinstitutions et la confiance afin de vaincre le terrorisme. Toute stratégie globale de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent doit être à long terme et multilatérale, elle doit s'attaquer à la pauvreté, à la marginalisation et l'inégalité économique – qui créent des conditions propices au recrutement – et promouvoir l'éducation et la réflexion critique.

75. La délégation afghane souligne qu'il est temps d'achever l'élaboration du projet de convention générale sur le terrorisme international et se félicite du cinquième examen biennal de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

76. **M^{me} Yparraguirre** (Philippines) réaffirme dans les termes les plus vigoureux que son Gouvernement condamne et rejette le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Il faut continuer de s'efforcer de renforcer la coopération antiterroriste à tous les niveaux, conformément à la Stratégie antiterroriste mondiale. Les organisations intergouvernementales et régionales ont aussi un rôle à jouer dans la promotion de cette coopération; par exemple, les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme ont contribué au renforcement des capacités et à l'échange d'informations et de pratiques optimales, en particulier entre les services de sécurité et de police.

77. Même avant d'appuyer la résolution 2178 (2014) du Conseil de sécurité relative aux combattants terroristes étrangers, le Gouvernement philippin contribuait depuis longtemps à la lutte contre l'extrémisme violent; il poursuit ses efforts au niveau communautaire pour aider les populations à se protéger contre la propagande extrémiste et terroriste, les sensibiliser aux questions de sécurité et les former à la prévention des attentats terroristes. Il a aussi mis en place des programmes de déradicalisation en

partenariat avec des dirigeants religieux et des écoles religieuses.

78. Le dialogue interconfessionnel et interculturel, sur la base du respect de la dignité humaine, de la compréhension et de la tolérance entre les peuples et du rejet de l'extrémisme, est l'un des principaux moyens de combattre le terrorisme; il existe aux Philippines un consensus en faveur d'une approche axée sur « l'ensemble de la société », qui nécessite l'engagement de toutes parties prenantes. À cet égard, le Gouvernement est en train d'organiser un processus de consultations nationales pour lutter contre l'extrémisme violent avec l'appui d'un grand nombre de parties prenantes, et il a également créé un groupe de travail interinstitutions chargé de détecter la présence de suspects et de combattants terroristes étrangers dans les zones de conflit.

79. La législation nationale contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme continue d'être actualisée, et le Conseil national de lutte contre le blanchiment de capitaux a pu obtenir des ordonnances judiciaires qui lui ont permis de saisir des dépôts bancaires et des biens immobiliers liés à des groupes terroristes. Le Secrétariat régional pour l'Asie du Sud-Est des Centres d'excellence pour l'atténuation des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires a été créé à Manille, et en août 2015 les Philippines ont accueilli un atelier du Forum régional de l'ASEAN qui avait pour thème « Susciter une prise de conscience et promouvoir la coopération au sein du Forum régional de l'ASEAN en ce qui concerne l'atténuation des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires ».

80. Bien que les négociations se poursuivent depuis 18 ans, la communauté internationale est encore en train de débattre du projet de convention générale sur le terrorisme international. Une volonté politique est nécessaire pour conclure ces négociations. La représentante des Philippines réitère l'appui de sa délégation aux efforts faits pour finaliser l'élaboration du projet de convention générale.

81. **M. Shapoval** (Ukraine) dit que son Gouvernement condamne sans réserve le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. L'Ukraine est devenue partie à toutes les conventions et tous les protocoles antiterroristes des Nations Unies et la délégation ukrainienne engage vivement tous les États Membres qui ne l'ont pas

encore fait à envisager de faire de même. Le Gouvernement ukrainien participe activement à la coopération antiterroriste avec de nombreuses organisations internationales et régionales, notamment l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Conseil de l'Europe, le Groupe d'action financière et l'Organisation pour la démocratie et le développement économique réunissant la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la République de Moldova (GUAM). Le Gouvernement ukrainien a joué un rôle de premier plan dans les efforts de prévention du terrorisme nucléaire et de promotion de la non-prolifération en honorant son engagement d'éliminer ses stocks nationaux d'uranium hautement enrichi.

82. L'Ukraine appuie le rôle central de l'Organisation des Nations Unies dans la lutte contre le terrorisme et la promotion de la coopération internationale; à cet égard, la Stratégie antiterroriste mondiale reste essentielle s'agissant de faire face à l'évolution des menaces en relation avec le terrorisme. Le Gouvernement ukrainien condamne les crimes et les actes de violence que l'EIIL commet sur une grande échelle contre des civils, y compris les minorités les plus vulnérables, en particulier en Syrie et en Iraq. Il salue les efforts faits par la coalition internationale pour éliminer les menaces terroristes dans cette région.

83. Toutefois, comme le montre la situation au Moyen-Orient et dans la région du Donbass en Ukraine, le terrorisme ne peut être éliminé si l'on ne s'attaque pas au problème que constitue le soutien que lui apportent des États. Il est fréquent que les groupes terroristes déclarent commettre leurs crimes au nom de « l'autodétermination nationale », la résistance à des « régimes politiques oppressifs » ou d'une lutte pour leurs droits. Toute tentative faite pour justifier le terrorisme, en particulier sur la base d'une interprétation fallacieuse et arbitraire des dispositions de la Charte des Nations Unies et des principes fondamentaux qu'elle consacre, en particulier le droit à l'autodétermination, la souveraineté de l'État et l'intégrité territoriale, est totalement inacceptable.

84. Le phénomène des combattants terroristes étrangers compromet gravement la lutte contre le terrorisme dans le monde entier et a entraîné une augmentation dramatique de l'intensité et de la durée des conflits. Cette menace appelle une approche globale tenant compte de tous les facteurs qui la sous-tendent. L'Ukraine parle d'expérience, puisque des

militants et des terroristes étrangers soutenus par un pays étranger sont actuellement présents dans la région ukrainienne du Donbass. Elle est prête à contribuer à l'action mondiale et régionale de lutte contre le phénomène des combattants terroristes étrangers.

85. L'adoption d'un instrument international universel propre à faire échec au terrorisme de manière globale et durable est non seulement urgente mais aurait dû intervenir il y a longtemps. La négociation du projet de convention générale sur le terrorisme international devrait conserver un rang de priorité élevée dans l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies et être parmi les premières priorités de la session en cours de l'Assemblée générale. Le rôle de la Cour internationale de Justice et de la Cour pénale internationale dans la lutte contre le terrorisme international devrait être élargi afin que les auteurs et commanditaires d'actes de terrorisme, y compris certains dirigeants politiques qui soutiennent et financent les actes de terrorisme dans la poursuite de leurs ambitions inavouables et de leurs intérêts politiques étroits, soient traduits en justice.

86. Un des voisins de l'Ukraine continue de violer de manière flagrante ses obligations internationales, par le biais de diverses institutions étatiques et de personnes physiques et morales placées sous son contrôle direct, pour soutenir le terrorisme en Ukraine. Les actes illicites de ce voisin ont entraîné l'occupation de la Crimée et la déstabilisation des régions du Donetsk et de Lougansk en Ukraine, ce qui montre clairement que le terrorisme peut être utilisé à des fins d'agression déguisée contre des États souverains. La communauté internationale doit continuer de prendre des mesures décisives pour combattre le terrorisme d'État et le terrorisme soutenu par des États contre la souveraineté et l'intégrité territoriale d'États indépendants.

87. Enfin, la délégation ukrainienne propose la proclamation d'une journée internationale à la mémoire des victimes d'attentats terroristes en vue d'empêcher que les générations futures ne laissent les chapitres sombres de l'histoire se répéter. Le représentant de l'Ukraine espère que cette idée jouira d'un large appui parmi les États Membres.

88. **M. Do Hung Viet** (Viet Nam) dit que son Gouvernement partage la grave préoccupation de la communauté internationale face à la montée du terrorisme et réaffirme que le Viet Nam condamne ce fléau vigoureusement et sans équivoque, sous toutes

ses formes et dans toutes ses manifestations. Les actes terroristes sont injustifiables, quelles que soient leur forme et leur motivation, et les auteurs de ces actes doivent être traduits en justice. Une action globale et coordonnée est nécessaire pour combattre efficacement le terrorisme aux niveaux régional et international. Les mesures antiterroristes doivent respecter la Charte des Nations Unies, le droit international et l'état de droit. Dans le même temps, il faut s'attaquer aux causes profondes du terrorisme, notamment les inégalités politiques, économiques et sociales et l'injustice dans le monde entier.

89. Le Viet Nam continue de mener des activités antiterroristes aux niveaux national, bilatéral et multilatéral. Au niveau national, sa loi antiterroriste, qui établit un dispositif juridique complet de lutte contre le terrorisme et favorise la coopération internationale du pays à cet égard, est entrée en vigueur en 2014. Au niveau international, le Viet Nam participe activement à l'action menée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour promouvoir la coopération antiterroriste. En 2014, il a ratifié la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif et la Convention internationale contre la prise d'otages, et il est donc maintenant partie à 12 instruments antiterroristes internationaux.

90. La délégation vietnamienne se félicite de la création d'un groupe de travail chargé d'achever l'élaboration du projet de convention générale sur le terrorisme international et d'examiner la question de la convocation sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies d'une conférence de haut niveau chargée de formuler une riposte internationale au terrorisme.

91. M^{me} Kadra A. **Hassan** (Djibouti) dit que son Gouvernement condamne le terrorisme international sous toutes ses formes, quelles qu'en soient les motivations. Le terrorisme ne doit être associé à aucune religion, race, culture ou société, ni à aucun groupe. De nombreux facteurs sont responsables de la propagation du terrorisme, y compris les carences du système de sécurité internationale, les conflits au Moyen-Orient et en Afrique, les difficultés économiques, la pauvreté extrême et le sentiment de marginalisation, que celle-ci soit réelle ou supposée, qui rendent certains groupes ou individus vulnérables à la rhétorique des terroristes.

92. Pays situé dans une région qui a été attaquée par des groupes terroristes tels qu'Al-Qaida et les Chabab, Djibouti est en première ligne de la lutte contre le terrorisme. Il a transposé les instruments internationaux et résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur le sujet dans sa législation antiterroriste et a accueilli le deuxième Forum antiterroriste du golfe d'Aden en février 2014. Lors de ce Forum, qui a mis en lumière l'importance de l'assistance technique et matérielle aux fins de l'identification des menaces et de l'adoption d'une approche antiterroriste collective et stratégique, la décision a été prise de créer un mécanisme de coopération entre le Yémen, la Somalie et Djibouti. Des soldats de Djibouti font aussi partie de la Mission de l'Union africaine déployée en Somalie pour combattre les Chabab.

93. S'agissant de la coopération régionale, le Gouvernement de Djibouti a, afin de renforcer la résilience des États membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, décidé de créer un centre d'excellence avec la participation de représentants du Gouvernement, de dirigeants religieux, d'intellectuels et d'organisations de la société civile, afin de combattre l'extrémisme violent. La délégation de Djibouti tient à remercier le Gouvernement des États-Unis d'avoir organisé diverses réunions sur la lutte contre l'extrémisme violent, y compris le Sommet de la Maison Blanche sur la lutte contre l'extrémisme violent qui s'est tenu à Washington en février 2015, une réunion tenue à Rome en juillet 2015 pour faire le bilan de l'action menée depuis le Sommet et le Sommet des dirigeants sur la lutte contre l'extrémisme violent, tenu le 29 septembre 2015 et accueilli par les États-Unis en marge de la session en cours de l'Assemblée générale.

94. **M. Rhee Zha-hyoung** (République de Corée) dit que la sauvagerie dont ont récemment fait preuve des groupes terroristes comme l'EIL et les combattants terroristes étrangers constitue une nouvelle menace qui s'étend bien au-delà de la région en conflit. La République de Corée condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, en particulier en Iraq, en Syrie et dans les régions voisines. La délégation coréenne salue les efforts faits par le Secrétaire général et les organismes compétents des Nations Unies pour promouvoir la coopération antiterroriste internationale et elle demande à tous les pays d'appliquer fidèlement et pleinement les

résolutions pertinentes du Conseil de sécurité au niveau national, tout en renforçant la coopération mutuelle en vue de remédier aux lacunes et insuffisances.

95. La République de Corée est partie à toutes les conventions antiterroristes universelles majeures; elle a déjà mis en place les mesures d'application nécessaires et est en train d'intensifier ses efforts pour donner effet aux résolutions 2170 (2014) et 2178 (2014) du Conseil de sécurité. Le Gouvernement a engagé un processus d'examen national dans le cadre duquel toutes les autorités compétentes se réunissent en vue de renforcer la mise en commun de l'information, les contrôles aux frontières et la répression. Il est également en train de faire le bilan des pratiques optimales d'autres pays dans le cadre de contacts bilatéraux. Ces activités de base seront bientôt achevées, et il compte partager avec d'autres pays les enseignements qu'il en aura tirés et renforcer la coopération bilatérale et multilatérale dans ce domaine.

96. Le terrorisme se nourrit des maux de la société, y compris la discrimination, l'exclusion et les inégalités. Une démarche soutenue et globale est donc nécessaire face à l'évolution de la portée et de la nature des menaces terroristes et pour réintégrer les extrémistes dans la société. À cet égard, la délégation coréenne appuie les efforts faits pour appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, qui vise tous les principaux éléments du terrorisme. Elle souligne également qu'il importe d'exécuter les obligations qu'impose le droit international et de respecter les valeurs fondamentales de la communauté internationale.

97. La persistance et la gravité des attaques terroristes contre la vie et la dignité humaine viennent rappeler que la lutte contre le terrorisme est un élément essentiel de la promotion des droits de l'homme et de l'état de droit. C'est pourquoi il est si important d'élaborer un cadre juridique rendant compte des valeurs partagées par la communauté internationale. Bien que les négociations sur le projet de convention générale sur le terrorisme international soient toujours dans l'impasse et que des difficultés substantielles demeurent, les menaces actuelles exigent que chacun fasse preuve de souplesse pour les mener à bien.

98. **M. Bessedik** (Algérie) dit que son Gouvernement condamne vigoureusement le terrorisme international sous toutes ses formes, quelles qu'en soient les

motivations et réaffirme qu'il est déterminé à le combattre. Le terrorisme ne doit être associé à aucune religion, civilisation ou aire géographique. Il faut parvenir à un accord sur la définition du terrorisme, laquelle doit être conforme à la Charte des Nations Unies et au droit international et distinguer entre les actes de terrorisme et la lutte légitime que mènent les peuples sous occupation coloniale ou étrangère de réaliser leur droit inaliénable à l'autodétermination, tel qu'énoncé dans la résolution 46/51 de l'Assemblée générale. La délégation algérienne souscrit à la proposition de convoquer, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, une conférence de haut niveau chargée de formuler une riposte commune au terrorisme international. Une telle conférence contribuerait considérablement à régler les questions en suspens en ce qui concerne le projet de convention générale sur le terrorisme international.

99. La prévention du terrorisme appelle une vigilance et une mobilisation constantes et une coopération aux niveaux national, régional et international. Les mesures punitives ne suffisent pas à elles seules; une stratégie politique cohérente est également nécessaire, y compris un dialogue et des efforts pour comprendre pourquoi certains sont attirés par le terrorisme. Cette approche a abouti à l'adoption en 2006 de la Stratégie antiterroriste mondiale, qui doit être actualisée à la lumière des menaces qui se font jour et de l'évolution des tendances. La lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme doit aussi comprendre une lutte contre la xénophobie et l'islamophobie, qui sont les nouveaux visages de l'extrémisme violent. En juillet 2015, l'Algérie a accueilli une conférence internationale sur l'extrémisme violent et la déradicalisation, lors de laquelle elle a pu partager avec les participants, y compris ceux qui sont directement associés à la lutte contre le terrorisme et la radicalisation, l'expérience qu'elle a acquise dans le combat qu'elle mène en permanence contre ce phénomène.

100. La multiplication des enlèvements et des prises d'otages par des groupes terroristes est préoccupante. Le Gouvernement algérien a pour politique bien connue et claire de ne pas verser de rançons ni de faire de concessions politiques aux preneurs d'otages; il se félicite donc des importants progrès réalisés sur la voie de l'interdiction du paiement de rançons et de l'octroi de concessions durant le quatrième examen biennal de la Stratégie antiterroriste mondiale.

101. L'action que mène l'Algérie contre le terrorisme et pour renforcer la prise de conscience et la coopération aux niveaux régional et international est antérieure à la commission des actes majeurs de terrorisme international. L'Algérie a été à l'origine de nombreuses initiatives et instruments antiterroristes qui continuent de jouer un rôle important en Afrique. L'Union africaine, pour sa part, a démontré qu'elle était résolue à combattre le terrorisme lorsqu'elle a décidé de condamner le versement de rançons aux groupes terroristes, de nommer un Représentant spécial pour la coopération antiterroriste et de créer un sous-comité sur le terrorisme au sein de son Conseil de paix et de sécurité. Lors d'une réunion tenue par le Conseil en septembre 2014, un communiqué a été adopté qui demande instamment aux États Membres de prendre des mesures pour lutter contre la criminalité transnationale organisée et faire en sorte que les groupes terroristes ne tirent pas profit de leurs activités criminelles, y compris le trafic de drogues. Ce communiqué appelait également à la convocation d'une réunion de haut niveau des États Membres sur le financement du terrorisme, que l'Algérie a offert d'accueillir.

102. Étant donné la situation dans la région du Sahel, le Gouvernement algérien s'emploie particulièrement à soutenir les instances et mécanismes facilitant la coopération entre les États en matière de sécurité sous la forme de mesures de contrôle aux frontières et de partage du renseignement. Par exemple, avec le Gouvernement du Canada, le Gouvernement algérien a coprésidé le Groupe de travail sur le renforcement des capacités dans la région du Sahel du Forum mondial de lutte contre le terrorisme, et est également membre du Comité d'état-major opérationnel conjoint et de l'Unité de fusion et de liaison de la région du Sahel. Les déploiements militaires aux frontières du pays contribuent à garantir la sécurité nationale non seulement de l'Algérie mais aussi de ses voisins. Le Gouvernement algérien continue également de contribuer à la promotion de la paix et de la stabilité dans le Maghreb, au nord du Mali et dans le Sahel, tout en respectant pleinement les principes de la souveraineté de l'État et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États.

103. Le Gouvernement algérien se félicite des mesures adoptées durant le quatrième examen biennal de la Stratégie antiterroriste mondiale, qui a eu lieu en juin 2014, et qui visent à renforcer la coopération entre

toutes les parties prenantes en améliorant la mobilisation des ressources et l'échange de compétences et de pratiques optimales. L'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme a un rôle important à jouer à cet égard en coordonnant ces efforts et en fournissant aux États Membres un appui technique dans les domaines de l'élaboration des politiques et du renforcement des capacités. Le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme est devenu l'un des principaux organismes antiterroristes du système des Nations Unies. Le Gouvernement algérien est satisfait du niveau de coopération entre les organismes des Nations Unies qui participent à la lutte contre le terrorisme, y compris la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme.

104. **M. Zinsou** (Bénin) dit que son Gouvernement souscrit aux nombreuses dispositions qui ont été adoptées pour renforcer l'arsenal juridique et institutionnel de lutte contre les groupes terroristes. La mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale est maintenant plus que jamais nécessaire. La délégation béninoise espère que le cinquième examen de celle-ci sera l'occasion d'examiner tous les aspects susceptibles de renforcer les synergies entre les instruments régionaux et internationaux de lutte contre le fléau du terrorisme.

105. Pour combattre efficacement le terrorisme, il est crucial de lutter contre la corruption et de cesser de verser des rançons, qui représentent l'une des sources majeures de financement du terrorisme. La communauté internationale doit promouvoir davantage la coopération régionale et l'établissement de réseaux fiables d'échange d'informations sur les activités terroristes afin de tarir toutes les sources de financement de ce phénomène. La coopération internationale et l'aide au renforcement des capacités des États peuvent contribuer à prévenir les enlèvements contre rançons. Dans le même esprit, les efforts faits pour achever l'élaboration du projet de convention générale sur le terrorisme international et convoquer une conférence diplomatique sur le terrorisme devraient être intensifiés.

106. Le Gouvernement béninois participe pleinement à l'action menée aux plans régional et sous-régional pour vaincre Boko Haram et les autres groupes extrémistes qui font des ravages en Afrique de l'Ouest. Il fournit des soldats et du matériel à la force multinationale créée par la Commission du bassin du lac Tchad pour combattre et neutraliser Boko Haram.

Le Gouvernement béninois s'emploie également à promouvoir l'éducation et le dialogue interculturel et interconfessionnel pour appuyer l'action antiterroriste mondiale et la lutte contre l'extrémisme religieux violent.

107. **M. Hissein** (Tchad) dit que son Gouvernement condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, en particulier les actes de violence commis contre des civils innocents pour des motifs religieux. Nombre d'États africains confrontés au terrorisme sont contraints de dépenser une part importante de leurs ressources aux dépenses de sécurité au détriment du développement économique et social. Le Tchad en est une illustration car il fait face à une guerre que lui a imposée Boko Haram. Les atrocités perpétrées par ce groupe au Tchad et au Cameroun, en particulier sa stratégie récente consistant à utiliser des enfants pour des attentats suicides, n'entament néanmoins en rien la détermination du Gouvernement tchadien à lutter contre les groupes terroristes, comme il l'a montré au Mali et au Nigéria.

108. Étant donné ses ramifications transnationales, le terrorisme appelle une riposte collective appropriée, à savoir une intensification de la coopération sous-régionale, régionale et internationale et l'élaboration d'instruments juridiques pertinents. Durant sa présidence du Conseil de sécurité en décembre 2014, le Tchad a pris l'initiative de la résolution 2195 (2014) qui met en lumière le lien croissant entre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée et les mesures qu'il faut prendre d'urgence pour y faire face. Au niveau national, il a ratifié plusieurs instruments antiterroristes internationaux et adopté une législation réprimant les actes de terrorisme.

109. Le Tchad est prêt à appuyer tous les efforts faits pour achever l'élaboration du projet de convention générale sur le terrorisme international. Il propose également de proclamer 2016 « Année de la lutte contre le terrorisme ».

La séance est levée à 13 h 5.